

A la Porte, les Albanais signifèrent qu' « ils se regardaient comme déliés de toute fidélité envers le gouvernement ottoman, puisqu'ils n'étaient plus ses sujets, et qu'ils défendraient leurs montagnes pour leur propre compte et pour obtenir leur indépendance. » La situation devenait de plus en plus compliquée. Gladstone poussait à une intervention armée ; lord Fitzmaurice, à la Conférence de Constantinople, demandait que l'Europe reconnût aux Albanais une demi-autonomie. Dans cet embarras, la Conférence de Berlin, alors réunie pour s'occuper des frontières de la Grèce, décida que le Monténégro, au lieu des territoires dont la Porte ne voulait ou ne pouvait pas lui faire remise, recevrait le district maritime de Dulcigno. Aussitôt les Albanais en armes se portent sur le point menacé, occupent fortement Dulcigno et mettent l'Europe une fois de plus en présence de la même alternative : ou une capitulation ridicule en face de la Turquie et des Albanais, ou une intervention armée avec toutes les complications qui en pouvaient résulter. Des navires de guerre des grandes puissances vinrent croiser devant Dulcigno, mais avec l'ordre de ne pas tirer un coup de canon et de ne pas débarquer un homme ; en même temps, à Constantinople, les ambassadeurs insistaient avec menaces pour que Dulcigno fût remise aux Monténégrins ; l'Angleterre proposait l'occupation du port de Smyrne. Le Sultan prit peur et céda (9 octobre 1880) ; un commissaire ottoman fut envoyé sur les lieux avec quelques bataillons. Les Albanais ne résistèrent pas : à Dulcigno, ils se sentaient loin de leurs montagnes, exposés au canon du large ; ils se retirèrent, et, après un court combat, les Dulcignotes se soumirent ; les Turcs entrèrent dans la ville qu'ils remirent aux Monténégrins (26 novembre). Ainsi, deux ans durant, la ténacité des Albanais avait tenu en échec l'Europe, et finalement, elle lui imposait une importante modification au texte